

Granby, le 31 mars 2017
Communiqué
Pour diffusion immédiate

BUDGET PROVINCIAL

De maigres avancées, selon le GASP

Le Groupe actions solutions pauvreté (GASP) se dit déçu du budget provincial 2017-2018. Celui-ci s'inscrit toujours dans une logique de rigueur budgétaire. Les quelques réinvestissements en éducation et en santé sont loin de réparer les dégâts causés par les compressions majeures ayant affectées les plus démunis.

Logement social : un retour à la case départ

Ce budget marque le retour des investissements en logement social coupés de moitié depuis deux ans. Ainsi, le gouvernement entend construire 3 000 nouvelles unités par année à travers la province. Bien qu'il s'agisse d'une nouvelle encourageante, il est difficile de s'en réjouir puisque ce nombre est largement insuffisant pour combler les besoins les plus criants en la matière. Ce budget permettra d'aider seulement une minorité des 270 340 ménages locataires Québécois ayant des besoins impérieux en logement. Le GASP rappelle que Granby fait piètre figure dans son offre en logements sociaux disponibles par habitant et que 29% des locataires Granbyens consacrent plus de 30% de leur revenu au logement. « *La ville de Granby soutien le logement social, dont un projet important de 96 unités au centre-ville de Granby, mais, à ce stade-ci, sa réalisation dépend de la volonté gouvernementale* », soutien Nicolas Luppens, coordonnateur du GASP

Lutte à l'itinérance : de maigres avancées

Les investissements supplémentaires de 7 millions \$ prévus d'ici 2020-2021 consentis au Plan d'action interministériel en itinérance est également un petit pas dans la bonne direction. Cependant, la hausse moyenne annuelle prévue en itinérance se chiffrant à environ 2,3 millions par année devra être rehaussée de manière substantielle les prochaines années pour permettre un réel déploiement de ce plan d'action dans les différentes régions. « *Seulement en Haute-Yamaska, les cinq besoins prioritaires en itinérance sont chiffrés à environ 1,4 millions \$ par année. Nous sommes donc très loin des attentes du milieu pour réduire efficacement l'itinérance* », relate M. Luppens.

Lutte à la pauvreté : un plan retardé qui rate la cible

Le GASP se désolé de voir le plan de lutte contre la pauvreté reporté à l'automne. « *Avec ce report, les plus pauvres devront encore attendre pour recevoir de l'aide supplémentaire. De plus, plusieurs mois s'écouleront avant que cette stratégie se mette en œuvre dans les régions et d'en constater les retombées* », déplore M. Luppens.

Aux dires du Ministre Blais, les deux derniers plans d'action ont été des échecs. Il a annoncé récemment un plan amélioré pour sortir pas moins de 100 000 personnes de la pauvreté. Avec ce budget, il semble peu probable que ce troisième pourra réellement contribuer à sortir les gens de la pauvreté, surtout ceux qui en ont le plus besoin. La réorientation majeure du 3^e plan d'action vise à mieux soutenir le revenu des personnes seules désirant faire un retour au travail. *« Qu'est-ce que ce plan d'action va apporter aux gens seuls qui sont dans l'incapacité de travailler ? Cette cible ne permettra pas aux personnes exclues du marché du travail d'améliorer leur situation. En voulant aider ceux et celles qui ont le plus de facilité à intégrer le marché du travail, le gouvernement s'éloigne de l'aide aux plus démunis et de la cible prioritaire à atteindre »*, estime M. Luppens.

Financement des organismes toujours à la remorque

Les 80 millions \$ sur cinq ans, dont 10 millions accordés cette année, au Programme de Soutien des Organismes Communautaires (PSOC) est un début mais l'enveloppe est largement insuffisante par rapport aux 335 millions réclamés annuellement par les groupes communautaires. Avec une indexation des dépenses de 0,7% cette année, comparativement au 4% consenti en santé, le GASP se désole du manque de reconnaissance envers le milieu communautaire. Pourtant, ce sont ces mêmes organismes qui répondent aux besoins de la population fragilisés par les compressions majeures dans les services aux plus démunis ces dernières années.

Par ailleurs, bien que les 20 millions annoncés récemment pour les groupes « famille » soient bienvenus, le GASP déplore que cette enveloppe ne soit effective que pour les deux prochaines années.

Un budget qui continue d'affaiblir les services de l'État

Malgré les apparences, ce budget s'inscrit dans le maintien de la volonté d'affaiblir les services publics et l'aide aux personnes vivant en situation de pauvreté. Loin de démontrer une intention de mieux répartir la richesse collective, Québec aurait dû redistribuer une plus grande partie des surplus budgétaires aux gens éprouvant des difficultés.

- 30 -

Nicolas Luppens

Coordonnateur

Groupe actions solutions pauvreté (GASP)

Tél: (450) 378-0990

gasphauteyamaska@gmail.com